

Edito | Humeurs d'hiver – Brexit, façon Royal Navy... Castex à la relance

Ah ! Ces Anglais ils ont un drôle de sens de la négociation. Ils s'apprêtent à envoyer une armada de la Royal Navy dans leurs eaux territoriales pour défendre leurs zones de pêche, cette pêche qui est l'un des points les plus durs de l'interminable négociation pour aboutir à un accord au Brexit. Encore heureux qu'ils aient promis de ne pas tirer les premiers et de couler, sans sommations, nos valeureux chalutiers de Dieppe ou de Lorient. En quelque sorte une manière de Mers-el-Kébir en temps de paix... Convenons qu'il vaut mieux en rire plutôt qu'en pleurer mais se dire qu'il ne suffira sans doute pas de la ténacité de la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, qui a obtenu de Boris Johnson de jouer les prolongations pour éviter un échec, ce « No Deal » que la moitié des citoyens britanniques ne veulent pas mais dont le premier ministre de sa Gracieuse Majesté se sert pour afficher un souverainisme irréductible, persuadé que la sortie effective de l'Union Européenne sera bonne, à terme, pour l'économie du Royaume Uni.

Son homologue français, Jean Castex, lui n'a semble-t-il pas voulu perdre une minute en allant montrer sur le terrain, en Charente-maritime, à l'invitation du président du département et de l'Association des Départements de France, Dominique Bussereau, les bienfaits du plan de relance, rendu bientôt opérationnel depuis que le veto hongrois et polonais a été levé sur l'épineuse question de l'état de droit où l'on retrouve les limites du souverainisme. Bref, le premier ministre a bien sûr souligné les mérites des départements qui vont bénéficier de dotations pour tenter de faire face notamment aux dépenses sociales, à commencer par le RSA qui ne peut qu'exploser en cette période où la crise sanitaire et les pertes d'emploi poussent vers le dénuement nombre de citoyens.

Et, puisque Noël approche feu le maire de Prades ne pouvait que pousser à la roue pour que soit lancé au plus vite le plan « Petites Villes Demain » (PVD) : une aide de trois milliards à distribuer à quelques mille villes de l'Hexagone pour une période courant jusqu'en 2026. Une opération pilotée par le ministère de la Cohésion territoriale et Jacqueline Gourault concernant des villes ou communautés de moins de 20.000 habitants dont la centralité géographique, par rapport à un territoire, leur permettent de jouer, en théorie mais pas toujours en pratique, un rôle important, en particulier pour offrir des services publics. En renforçant leur potentiel on peut espérer maintenir le fragile tissu rural alentour dont on sait que son affaiblissement a été, aussi, un argument dans les rangs de Gilets Jaunes. Sans doute une manière de réponse au débat voulu par Emmanuel Macron. Comment ne pas noter, à cet égard, que les collectivités territoriales, les régions, en première ligne de l'aménagement du territoire, elles qui mettent en œuvre les schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalités des territoires (SRADDET) voulus par la loi NOTRe n'auront pas été vraiment associées à ce plan. Mais il est vrai que l'Etat a l'intention de soutenir la mise en place de chefs de projets.. Une manière d'ingénierie sans doute nécessaire qui n'est guère dans l'esprit de la décentralisation mais qui lui permettra de pousser ses priorités.



Joël Aubert

Crédit Photo :

Publié sur aqui.fr le 13/12/2020

[Url de cet article](#)